

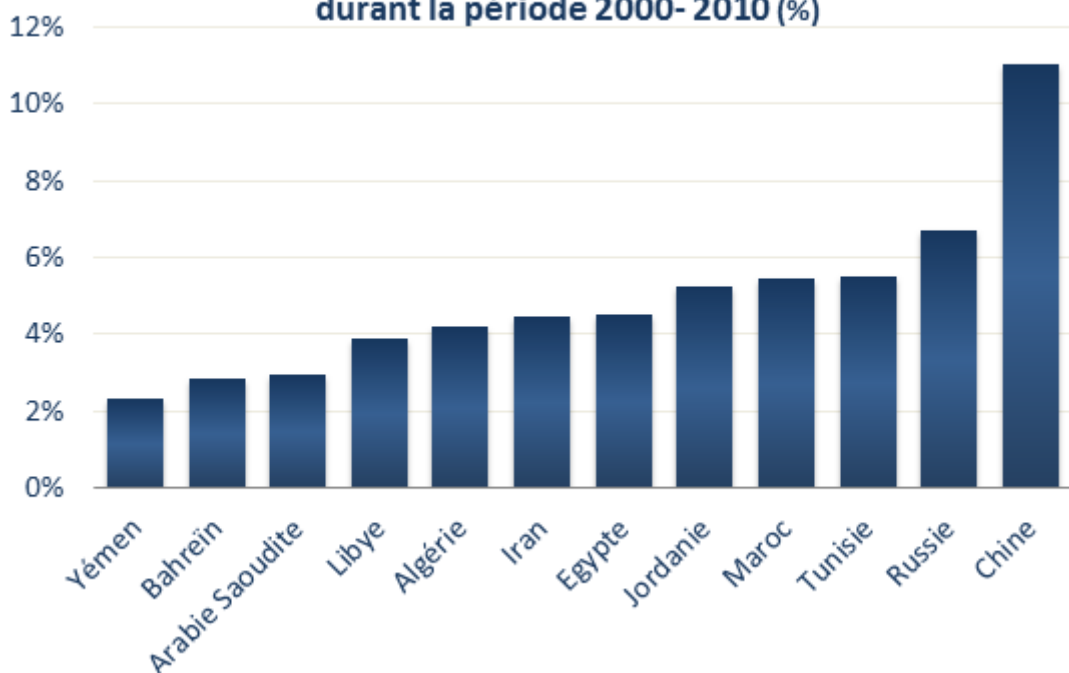
Et si la crise politique venait du développement économique ?

On considère généralement que les crises politiques sont la conséquence d'une crise économique. C'est ce raisonnement qui est souvent appliqué aux mouvements de protestation observés dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Nous montrons dans cette note que l'inverse est tout aussi possible, c'est-à-dire que les troubles politiques peuvent être la conséquence de la croissance économique, de l'amélioration du niveau de vie et de l'émergence d'une classe moyenne.

Les troubles politiques ont commencé en Tunisie, où la révolte populaire a précipité la chute du président Ben Ali et de son régime. La « révolution de Jasmin » a ensuite contaminé les autres pays du monde arabo-musulman. D'abord, l'Égypte, où le président Moubarak a été évincé du pouvoir. En Algérie, en Iran, mais aussi au Yémen, la révolte est sévèrement réprimée par les régimes en place. La Libye est au bord de la guerre civile. Pour calmer les revendications, d'autres pays ont annoncé des réformes, voire des échéances électorales. C'est le cas du Maroc, de la Jordanie, ou encore du Bahreïn.

Contrairement à ce qui est souvent développé, ces pays sont dans une situation macroéconomique plutôt favorable. Ainsi, entre 2000 et 2010, le PIB tunisien a progressé de 4,1% en moyenne chaque année. C'est aussi le pays, juste avant le Maroc, où le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) a augmenté le plus durant les dix dernières années (+5,5%). En Égypte et au Maroc, le PIB a progressé en moyenne de 4,5% de chaque année entre 2000 et 2010. L'économie libyenne peut de son côté s'enorgueillir d'un taux de croissance supérieur à 10% en 2010, le plus élevé de tous les pays du Maghreb.

Taux de croissance annuel moyen du PIB/hab en PPA
durant la période 2000- 2010 (%)



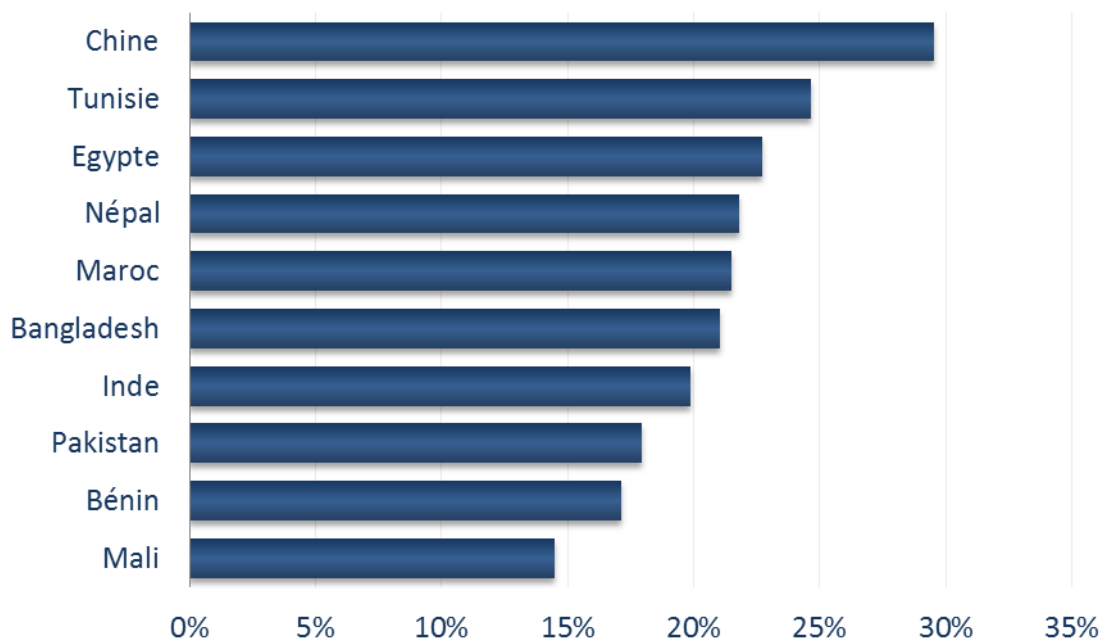
En outre, la plupart de ces pays ont vu leur taux de chômage régresser ces 10 dernières années. Le cas de l'Algérie est particulièrement frappant. Le taux de chômage y est passé de 29,5% de la population active en 2000 à 10% en 2010. Le chômage a également reculé (mais dans une moindre mesure) en Tunisie et au Maroc. Il a été stable en Egypte.

Un constat similaire peut être effectué sur la question de l'inflation. Dans les pays en crise politique, seule l'Egypte connaît une inflation structurelle à deux chiffres. En revanche, l'inflation est faible en Tunisie (3% en moyenne par an). En Lybie, les prix sont quant à eux quasiment stables !

Finalement, on est en droit de se poser la question suivante : **la crise politique que connaissent tour à tour les pays arabes vient-elle d'une crise économique ou de l'amélioration de la situation économique qui générerait une « demande » de démocratie?**

Allons plus loin dans l'analyse, en regardant cette fois-ci l'indice de développement humain (IDH). Créé en 1990 par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), l'IDH se base sur trois critères : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie (PIB/hab en PPA). La Tunisie arrive en 2^{ème} position et l'Egypte en 3^{ème} position si l'on considère l'évolution de cet indicateur sur les 30 dernières années. De façon intéressante (et peut être inquiétante pour son gouvernement), c'est la Chine qui est en 1^{ère} position.

Variation de l'IDH durant les 30 dernières années



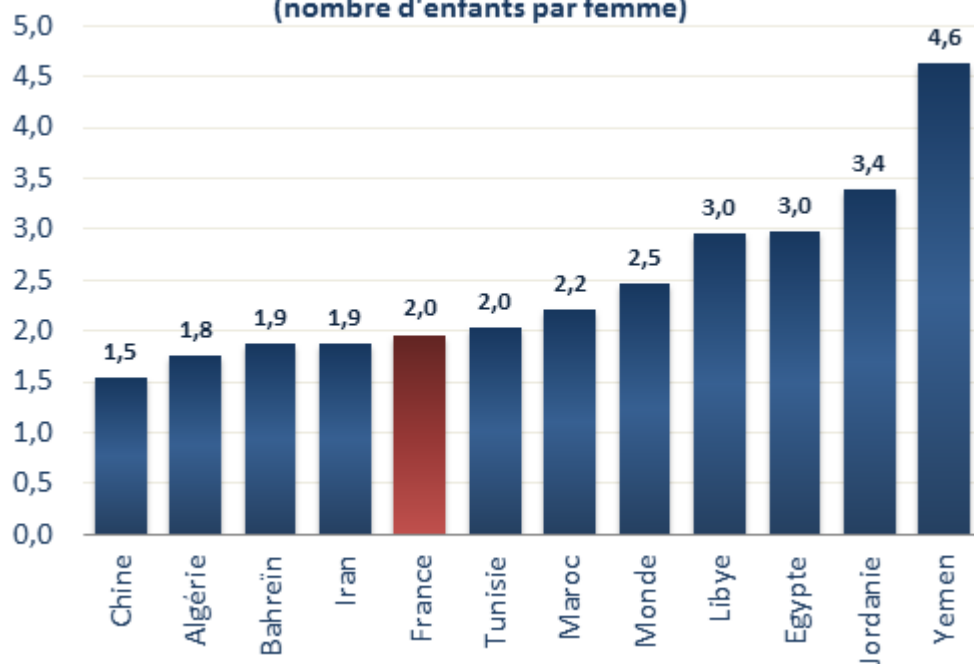
Source : PNUD

Opportunités émergentes

Observons ensuite les données démographiques. Parmi les pays où ont éclaté les révoltes populaires, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc se distinguent par des taux de fécondité très faibles, proches voire inférieurs à ceux de la France.

La transition démographique réalisée par la majorité des pays européens, à commencer par la France depuis le milieu du 18^{ème} siècle, est à l'œuvre du Maghreb au Machrek depuis le milieu du 20^{ème} siècle. Ce phénomène constitue l'un des facteurs de la transition démocratique. Celle-ci s'opère par étapes : l'alphabétisation, le développement économique, la baisse de la fécondité, la « demande » de démocratie.

Taux de fécondité
(nombre d'enfants par femme)

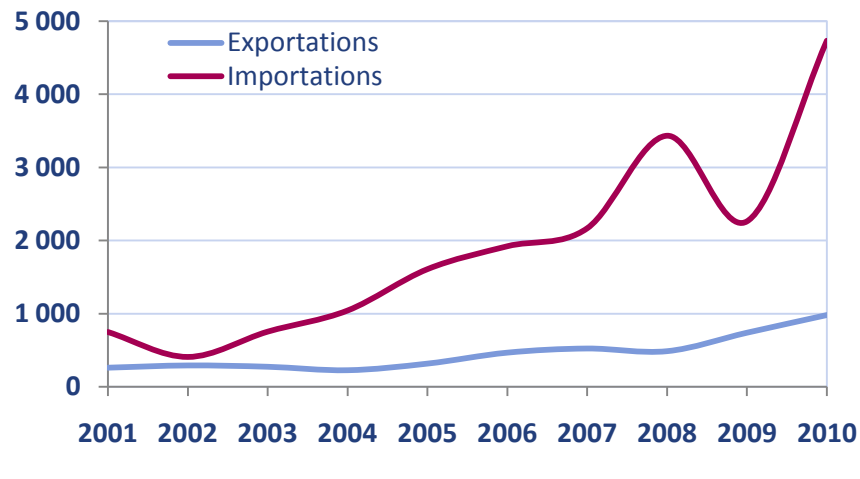


Source : CIA, Word Factbook

Ces chiffres expliquent pourquoi les indices de « misère économique » ou de « pauvreté » ne parviennent pas à prévoir les crises politiques. Ils tendent à montrer au contraire que c'est bien le développement économique qui entraîne des mutations politiques et institutionnelles. Néanmoins, ces analyses devraient être approfondies par des études portant notamment sur le rôle de l'accaparement par les dirigeants d'un pays d'une partie importante de la richesse créée.

Focus : le commerce franco-lybien

Echanges franco-lybiens
(données brutes de collecte, valeurs en millions d'euros)



Source : Douanes françaises (hors matériel militaire)

Les échanges franco-lybiens sont très déséquilibrés en faveur de la Lybie. Le solde commercial de la France envers ce pays s'est d'ailleurs beaucoup dégradé au cours des années 2000. Les importations ont progressé de 23% par an sur la période 2001-2010 sous l'effet du renchérissement du cours du pétrole. Toutefois la progression des exportations françaises vers la Lybie n'est pas négligeable (+16% par an).

Les hydrocarbures représentent 99% des importations françaises en provenance de Lybie (le point restant étant d'ailleurs lié aux hydrocarbures puisqu'il s'agit de produits chimiques), ce qui reflète l'extrême spécialisation de ce pays. En outre, la Lybie exporte presque essentiellement des hydrocarbures naturels, non raffinés.

Les exportations françaises vers la Lybie sont naturellement beaucoup plus diversifiées, mais tout de même assez typées. Le premier poste à l'export est l'**aéronautique** (33% de nos exportations vers la Lybie en 2010, en hausse de 9% en valeur en 2010). Nous réexportons aussi vers la Lybie une partie du **pétrole que nous raffinons** à Marseille mais aussi au Havre (14% de nos exportations, +57% en 2010). Enfin, le troisième poste à l'export est l'**agroalimentaire** (10%, +250% en 2010 !). Viennent ensuite les **biens d'équipements** (matériels électriques, machines, téléphonie...) et les **biens intermédiaires** (sidérurgie, chimie).

En définitive, les échanges franco-lybiens sont **très représentatifs des opportunités que représentent les pays émergents pour la France**. Tous les postes connaissent une croissance forte depuis 2005. Côté lybien, la rente pétrolière joue un rôle excluant : la hausse des cours n'est pas vraiment de nature à inciter le pays à se diversifier.

Contact :
Geoffroy Peret
Asterès – 7, rue du Chemin Vert – 94100 Saint-Maur-des-Fossés
Tél. : 01.48.85.23.60 Mail. : gperet@asteres.fr